



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE



Liste "La Gauche 100% sociale et écologiste"

conduite par Pierre Godard et soutenue par Olivier Besancenot

**4 Mars - Fac de Lettres
18h - rdv dans le hall**

Meeting

avec Fadela EL MIRI, tête de liste 13 (NPA)

**Ils ont choisis de détruire notre avenir ...
Nous avons décidé de ne rien lâcher !!!**

Depuis une dizaine d'années, les gouvernements occidentaux se sont mis en tête un seul et même objectif : la destruction du service public, la marchandisation du savoir. De la loi LMD jusqu'à la loi LRU, toutes ces réformes n'ont eu pour effet que de mettre en concurrence les universités et les étudiants entre eux, soumettre la recherche et nos formations à la logique de rentabilité capitaliste, aux intérêts privés pour enfin amoindrir la qualité de nos diplômes, leurs contenus et les droits sur le marché du travail dont ils nous arment. Aujourd'hui, la crise accentue ces processus et V. Pécresse appelle les universités à recourir à des partenariats public-privé qui sous traitent ou inféodent nos formations à des groupes privés, encourage les fusions et regroupement d'universités qui les mettent en concurrence entre elles. En faisant cela, nous avons tous à y perdre : même si Aix Marseille a été retenue pour être un « pôle d'excellence », c'est au prix d'accords avec le privé (BNP, Areva, Crédit Agricole, Medef local etc.). Ensuite, les conséquences sont désastreuses en terme de droit du travail : en ayant des diplômes différents dans leurs intitulés et leurs contenus, nous nous retrouvons en concurrence, parfois au sein d'une même fac, et une fois sur le marché du travail, cette concurrence ne profite qu'au patronat qui revoie à la baisse nos droits et salaires. Face à cela, la résistance perdure dans les universités, chez les profs comme chez les étudiants, et depuis 3 ans, les luttes se succèdent face à la casse du service public. **A l'occasion des élections régionales, nous portons l'ambition de ces luttes : c'est à dire la défense de notre avenir et de nos universités.** La région, dirigée par le PS continue à financer les plans du gouvernement (notamment l'opération campus et ses accords avec le privé, ses cadeaux au patronat comme la destruction d'amphi à Luminy pour les remplacer par un centre de colloque réservé aux entreprises), les représentants de l'ancienne alliance PCF-PS-Verts votent l'application de la LRU dans nos C.A. **Ces conseils régionaux auraient du être un pôle de résistance face au libéralisme et à la droite, au lieu de faire leur jeu.**

Prochaine étape : la fusion des 3 universités

Bientôt, les 3 universités d'Aix-Marseille, devenues autonomes, vont fusionner (2012). Les principes fondateurs de cette nouvelle université ont d'ores et déjà été votés par les C.A. (y compris par Alain Hayot, représentant de la région) et sont disponibles sur le site de la fac. Dans la continuité de la loi LRU, l'administration compte mettre en place une université

« entrepreneuriale », faire appel aux financements privés par la mise en place de fondations, créer un pôle d'excellence prêt à détruire les autres facultés de la région (Nice, Avignon ..) pour concentrer autour d'Aix Marseille des formations destinées à faire de nous des travailleurs adaptés aux besoins du marché local. Nous refusons cette logique de concurrence entre facs. Le financement croissant des universités par les régions, se faisant sans respecter l'indépendance de la recherche, ne sert aujourd'hui qu'à localiser nos formations, les rendre conformes aux besoins d'entreprises telles qu'Areva (nucléaire), destructrice de la planète ou Euromed, nouveau pôle financier au service de la politique post coloniale de la France envers le monde Méditerranéen. **Nous prônons au contraire un financement 100% public de l'Etat, respectant l'indépendance de la communauté universitaire, et fait selon les besoins sociaux et non les intérêts du patronat. Nous refusons que des élus de la région encouragent l'application des réformes de la droite et continuerons à nous battre, avec nos élus, aux côtés des étudiants, chercheurs, enseignants et personnels BIATOSS.**

... Et ça continue !!!

Nouvelle étape dans la casse de nos conditions d'avenir : la réforme des retraites. Sarkozy a déjà annoncé que ce serait le grand chantier de 2010, la dernière grande réforme avant 2012. En allongeant la durée de cotisations au delà de 40 ans, l'âge légal de départ à la retraite jusqu'à 67 ans, comme en Espagne, il s'attaque à un acquis social fortement symbolique. Nous avons à faire à un choix de société : alors que les profits augmentent sans cesse même en temps de crise, et que nous pourrions redistribuer ces richesses pour tous, profiter de l'allongement de l'espérance de vie pour vivre mieux et profiter, la droite préfère nous exploiter plus. En tant que jeunes, nous devons résister et sommes directement concernés : en allongeant le temps de travail sans créer d'emploi, c'est le chômage qui va exploser et nous serons les premiers concernés, comme les femmes ou les immigrés. **Dors et déjà c'est toute la gauche radicale qui appelle à rallier l'appel des syndicats à la mobilisation le 23 Mars. Le 14 Mars, votons NPA-Alternatifs pour crier notre révolte et descendons dans la rue dès le 23 pour résister et opposer une contre offensive, un grève majoritaire, reconductible pour faire reculer ce gouvernement qui casse notre avenir !!!**

Tournez SVP >

Notre identité est internationale !

Solidarité avec la Palestine !

La société civile palestinienne a lancé en 2005 un appel unanime au boycott, au désinvestissement et aux sanctions contre Israël. Il s'agit de mettre fin à l'occupation coloniale, au système légalisé et institutionnalisé de discrimination raciale et à la négation des droits des réfugiés palestiniens, le plus important étant leur droit au retour.

B pour boycott des produits fabriqués en Israël, parmi lesquels les produits agricoles qui représentent à eux seuls un marché de plusieurs milliards de dollars dans l'Union européenne. Mais aussi Boycott des institutions académiques, universitaires, culturelles et sportives israéliennes.

D pour exiger le désinvestissement des entreprises privées et publiques en Israël, à commencer par la banque Dexia qui finance plusieurs colonies israéliennes.

S enfin pour sanctions contre l'État d'Israël, épinglé par le rapport Goldstone pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Cette campagne BDS a obtenu en quatre ans plus de résultats que dans les 20 premières années du boycott en Afrique du Sud. Selon les exportateurs israéliens, elle aurait provoqué une baisse de 10% de leur activité en 2009.

Le 14 décembre dernier, le ministre Darcos, a signé un accord de coopération éducative avec Israël, prévoyant notamment la mise en place d'un bac Franco-Israélien. Le système éducatif israélien prône l'endoctrinement, la militarisation...

Venez nombreux le 06 MARS 2010 à la Journée Nationale Coalition contre Agrexco à Sète, des bus partiront de Marseille dans l'après midi pour aller y manifester. Contactez nous (06 . 83 . 68 . 84 . 71)

Ce type d'accord universitaire doit être fortement combattu. Nous exigeons la rupture des relations entre les universités française et israéliennes et mener ces campagnes dans nos facs, nos lycées, nos villes, nos boîtes... Contre les échanges scolaires franco-israéliens, contre la coopération franco-israélienne, contre le commerce avec les entreprises israéliennes, contre la consommation de produits venant des territoires occupés. Le boycott est une arme de lutte ! Ceux qui se prononcent pour le soutien aux Palestiniens contre l'occupation, doivent soutenir la campagne BDS !

Actuellement, Michel Vauzelle, le président de région (PS) continue à soutenir la politique colonisatrice de l'Etat d'Israël, en concluant des jumelage entre la région et la ville d'Haïfa. Grâce à la mobilisation des militants anti-colonialistes, nous avons d'ores et déjà pu faire annuler le jumelage du lycée St Charles à Marseille avec un lycée Israélien, preuve que la lutte paie !!! Nous défendrons lors des ces élections l'annulation de ces accords, comme ceux conclus avec le régime dictatorial de Ben Ali en Tunisie ! Nous pensons qu'il serait bien plus utile, à l'heure où la droite passe à l'offensive sur l'identité nationale, de soutenir les peuples opprimés, les travailleurs en grève, notamment au Maroc ou encore de financer les associations de solidarité internationale, en France, en Palestine ou en Israël.

8 Mars : journée internationale pour les droits des femmes

Féministes tant qu'il le faudra !

La région PACA n'est toujours pas signataire de la « Charte Européenne pour l'égalité des hommes et des femmes dans la vie locale » qui date pourtant de 2006 : il faut que ça change !

En matière d'inégalités femmes-hommes, la région PACA ne fait pas exception. Les femmes sont les plus touchées par le chômage, les bas salaires, les temps partiels imposés et donc la précarité. Les femmes seules, qu'elles soient retraitées ou chef de famille monoparentales, sont de plus en plus souvent à la limite de la pauvreté. A l'université, la majorité des étudiants sont des étudiantEs alors que seul 8% des profs sont des femmes.

En matière de droits spécifiques, le droit des femmes à disposer de leur corps avec la contraception et surtout l'IVG, n'est pas assuré de façon satisfaisante, faute de moyens mais aussi de volonté politique.

Pour nous, il est indispensable que la région s'engage dans une politique active en faveur des droits des femmes.

La première initiative de la Région devra être de signer et d'appliquer la « Charte Européenne pour l'égalité des hommes et des femmes dans la vie locale ». Cette charte fixe les grandes lignes d'une politique égalitaire des collectivités locales.

Nous demandons la création d'une mission régionale « Égalité femmes-hommes » dont l'objectif est l'intégration de la dimension du genre dans toutes les politiques régionales.

Un des objectifs de la région doit être de favoriser la participation des femmes à la vie publique et à toutes les sphères de décision, en particulier par l'application stricte de la parité et le non cumul des

les sphères de décision, en particulier par l'application stricte de la parité et le non cumul des mandats.

La région devra contribuer au développement des centres de planification des naissances, des centres IVG et promouvoir la gratuité des moyens de contraception. Elle coordonnera et mettra en œuvre de façon systématique et suivie une politique de prévention contre les violences faites aux femmes, notamment dans les lycées où le manque de vrai cours d'éducation sexuelle non moralistes et assurés par des militantes féministes est un désastre, où les infirmières scolaires manquent.

Les mouvements et associations qui œuvrent pour la défense et la promotion des droits des femmes seront aidés, tel que le Planning Familial à qui l'Etat coupe les subventions et qui ferme plusieurs de ses centres.

Tous les ans, le 8 Mars, le mouvement féministe se retrouve dans la rue pour défendre ses revendications. Après la manifestation du 17 Octobre à Paris, cette date doit être un point d'appui pour redonner un nouveau souffle aux revendications des femmes, pour l'égalité homme-femme, contre le sexisme et les normes de genre qui nous oppriment. En cette période de crise, les jeunes, les immigrés ou les femmes sont les premiers touchés par la précarité, nous devons donc être d'autant plus nombreux dans les rues ! **Le 8 Mars comme le 14 Mars, nous serons « féministes tant qu'il le faudra !!! » !**

**MANIFESTATION le 8 MARS à Marseille
18H aux Mobiles, en haut de la Cannebière**